

Assemblée de Florence sur La Charte de principes de l'autre Europe

Compte-rendu de la Session « Démocratie et participation »

mercredi 7 décembre 2005 (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2005).

Compte-rendu de la Session « Démocratie et participation » lors de la réunion de Florence sur la Charte de principes de l'Autre Europe (12-13 novembre 2005).

Pour une Démocratie européenne des peuples fédérés

L'arrêt du projet des élites politiques et technocratiques européennes de constitutionnaliser la gouvernance de l'économie du marché, en lui dotant un statut politique et une légitimité démocratique et d'ériger, en même temps, la libre concurrence comme principe fondamental non seulement de l'économie et de la politique des gouvernements nationaux mais aussi de la société européenne toute entière, ne doit pas interpréter comme la fin du processus d'unification politique de l'Europe.

La constitution des institutions politiques, apte à gérer les affaires publiques de l'Europe et les questions d'intérêt général européen, *ne peut se passer du pouvoir constituant des peuples européens. La participation des peuples européens à l'édification politique de l'Europe* soit directement par des referendums ou par des revendications des mouvements sociaux soit indirectement par ses représentants nationaux, locaux, régionaux et syndicaux est une exigence mais aussi une condition démocratique irremplaçable. La volonté des peuples ne peut être remplacée ou substituée par une quelconque 'société civile' européenne, si chère aux élites technocratiques. Elle ne peut non plus se réduire ou être considérée comme équivalente à la masse amorphe des citoyens, car les citoyens n'existent qu'en tant que membres d'une société politique organisée. Enfin, les gouvernements ne peuvent être considérés comme des représentants de leurs peuples, puisque ils n'agissent au niveau européen et surtout aux seins des Conseils que comme des représentants diplomatiques des leurs Etats.

Principes politiques d'une Europe démocratique

1. Pour nous, la construction de l'Europe politique est avant tout une affaire des peuples agissant aussi bien en tant que forces constituantes, les seuls porteurs légitimes d'un pouvoir constituant européen, que comme forces de légitimation de tout pouvoir européen. *Toute institution européenne doit tirer sa légitimité de la volonté des peuples européens*, soit directement par des referendums ou des initiatives populaires soit indirectement par les assemblées représentatives, comme c'est le parlement européen ou des assemblées constituantes. Le processus constituant exige la proclamation solennelle de *We the Peoples*, « Nous les peuples d'Europe », qui marquerait enfin, aussi pour l'Union européenne, le début de la résolution du déficit démocratique.

L'intégration européenne est entrée dans un *processus constituant* irréversible et ce processus doit être envisagé comme permanent et continu. La constitution ne sera ni octroyée ni obtenue d'un seul coup d'en haut. Elle sera par contre l'aboutissement et le fruit mur d'un processus constituant

permanent et des luttes, des discussions publiques, et des revendications des mouvements sociaux et populaires.

L'Europe a besoin d'une refondation institutionnel. Mais cette fondation implique un profond mouvement social et politique parcourant l'ensemble des peuples de l'Europe, qui aboutira à la construction d'une démocratie post-nationale fondée sur *la volonté et la participation des citoyens européens*. La démocratie en Europe ne peut être que la conquête finale d'un processus constituant long et compliqué, animé par des luttes, des revendications et des discussions des mouvements sociaux. Elle se construit à partir de la souveraineté des peuples, mais elle se réalise à la fin par la constitution et la participation au pouvoir d'un grand Démon des citoyens et citoyennes européens/européennes réunies. Ce démon sera articulé avec des multiples démos locaux et régionaux du territoire européenne.

2. La constitution a son fondement dans sa normativité, c'est-à-dire dans l'affirmation des droits universels de chaque personne, qui reconnaît à l'autre les mêmes droits en qualité de citoyen(enne). Elle enregistrera les aspirations et les conquêtes sociales et politiques et elle s'imposera en premier lieu dans les faits et dans la conscience collective européenne, *comme constitution, garantissant les valeurs*, avant qu'une constitution formelle vienne couronner les droits et les principes conquis matériellement.

3. Une Europe de fédération des peuples organisée en une confédération des Démon. L'Europe que nous projetons sera une Union des Peuples et des Démon et non pas des Etats, qui vise à construire les liens civiques entre les personnes comme base des institutions politiques. Au lieu d'assumer une subordination politique à une autorité supranationale détenant le mono pôle de la souveraineté, les Etats membres devront approfondir la limitation juridique de leur souveraineté nationale, en regard de l'intégration constitutionnelle européenne. Celle-ci tire son originalité profonde du fait qu'elle doit *respecter l'autonomie constitutionnelle des états-membres* ainsi que le droit d'autodétermination constitutionnelle de leurs peuples, aussi que les droits des minorités et de chaque personne qui doit être en condition de librement décider d'y entrer et en sortir. Elle transpose d'autre part les droits d'intégrité, de participation, de solidarité, de personnalité, attachés par les constitutions nationales aux droits fondamentaux des individus, *au profit des peuples et de leurs souveraineté*. L'identité politique, nationale et culturelle de chaque peuple - fruit des expériences historiques - doivent être respectées et restées intactes par l'instauration des institutions politiques européennes.

4. Une démocratie transnationale fondée sur la coopération non hiérarchisée des multiples Démon et des plusieurs niveaux.

L'originalité de l'intégration politique de l'Europe consiste donc au fait que le pouvoir politique ne se localise ni au centre, à Bruxelles, ni à la périphérie, aux Etats, mais au point de *l'articulation des institutions européennes avec les institutions nationales*. *La démocratie européenne se fonde sur l'articulation et la coopération des plusieurs Démon qui réalisent une nouvelle modalité de représentation politique*, plus complexe que la représentation nationale, et qui combine la représentation des peuples et des nations, des régions et des intérêts professionnels ou syndicaux, etc.

Les travaux du Parlement européen doivent en outre être raccordés aux parlements nationaux, régionaux et locaux qui seront interconnectés horizontalement et verticalement en vue d'un système des Parlements européens, dont le Parlement européen serait au centre et non pas au dessus.

L'Europe démocratique en tant que fédération des peuples implique le *dépassement des formes*

pyramidales et centralisées des processus décisionnels, de telle sorte que les choix collectifs soient le fruit de la participation des citoyens et que les différents niveaux ne soient pas conçus de façon hiérarchique, mais bien comme des niveaux diversifiés et interconnectés - *la démocratie à plusieurs niveaux* - tout en garantissant toujours que la délibération se déroule de façon démocratique, contrôlée et transparente. Pour ce faire, les expériences de démocratie municipale, la pluralité institutionnelle, les formes de représentation démocratique s'entremêlent et ont comme base une société caractérisée par l'activité des mouvements, associations, syndicats, partis etc.

Il en ressort que la structuration des institutions dans la société politique européenne doit se fonder sur *le dialogue et la coopération égale plutôt que sur la hiérarchie entre les différentes autorités politiques ou légales* telles que les cours constitutionnelles, les parlements et les exécutifs nationaux et européens. Il s'agit d'une gouvernance horizontale et multicentrée avec des décisions prises partout en Europe sous la coordination unificatrice des Bruxelles.

La démocratie européenne n'est ni nationale ni supranationale mais transnationale, quant à sa structure institutionnelle et post-nationale, quant à sa finalité civique.

5. Des espaces publics européens autonomes par rapport à l'économie du marché et des gouvernements.

Mais la construction de la Démocratie européenne présuppose comme conditions préalables la formation a) des espaces publics européens et b) d'une citoyenneté européenne de résidence reconnaissant à chacun de droits de participation, collectifs ou individuels, aux affaires publiques ou aux espaces publics.

Le contrôle de cette espace est déjà l'objet des conflits acharnés des groupes d'intérêts puissants. Il faudrait domestiquer la puissance médiatique et maîtriser le pouvoir actuellement incontrôlable des propriétaires des Masses Media. Les grands medias de diffusion dans l'espace audiovisuel européen doivent être graver des missions civiques et culturelles.

Le droit à l'information et la liberté de communication doivent être traités comme des droits politiques fondamentaux de tous les individus. Ils garantissent leur autonomie de communiquer et de s'informer et de se former librement ainsi que de participer de façon égale à la société d'information et de communication. La sphère publique politique, constituée par le droit à l'information et par la liberté de communication, doit être considérée comme un bien public précieux qui appartient à tout le monde. La liberté de communication est une liberté publique et non pas privée.

La culture et la communication ne sont pas des marchandises, elles doivent être soustraites de l'emprise du marché et de la libre concurrence. La convention récente de l'Unesco sur la culture nous montre le chemin à suivre. Exigeons qu'elle soit inscrite comme principe fondamental de la politique européenne des produits audiovisuels et culturels. L'information et la communication sont des biens publics. La adoption d'une Charte européenne de l'Audiovisuelle est urgente si l'on veut sauver la culture et le civisme de la mondialisation libérale.

6. Une citoyenneté européenne basée sur la citoyenneté sociale

La démocratie constitutionnelle en Europe elle sera le signe du dépassement historique du constitutionnalisme national et le précurseur d'un constitutionalisme mondial. Elle aura comme base la citoyenneté sociale européenne (citoyenneté de résidence) et comme idéal la citoyenneté cosmopolite.